

Communiqué de presse - Lausanne, le 2 octobre 2025

Manifestation contre le programme d'austérité : Le Conseil d'Etat est averti

15'000 personnes ont manifesté ce soir (jeudi 2 octobre) à Lausanne à l'appel des organisations du personnel des services publics et parapublics (FSF, SSP, SUD) pour s'opposer au programme d'austérité du Conseil d'Etat. Pour rappel, la première étape de ce programme est la coupe de plus de 300 millions de francs dans le budget 2026 présenté par le Conseil d'Etat. Les manifestant-es et leurs organisations revendiquent l'annulation de l'ensemble des coupes et de vraies négociations pour l'amélioration des services publics et parapublics du canton.

L'ampleur et la diversité des secteurs professionnels et sociaux représentés dans cette manifestation, qui a réuni salarié-e-s et usagère-s des services publics, montrent la profondeur du mécontentement soulevé par ce programme d'austérité.

Mais ce qui s'est surtout exprimé ce soir, c'est la colère des salarié-es qui travaillent sans relâche pour faire tourner le service public et parapublic, prendre en charge les patient-es, assurer la formation des jeunes, travailler au service de la population dans tous les secteurs de l'Etat et du secteur parapublic. La colère de celles et ceux qui font tourner la société dans son ensemble. Des salarié-es dont les conditions de travail et de vie ne cessent de se dégrader et à qui le Conseil d'Etat veut faire payer sa politique fiscale de cadeaux aux entreprises et aux plus riches contribuables. Cette colère n'est pas près de s'éteindre: les coupes prévues dans le budget 2026 sont, dans ce contexte, tout simplement inacceptables. Cela montre également que ni les employé-es des services public et parapublic, ni les usagers-ères ne sont dupes des arguments du Conseil d'Etat. Il n'y a aucune nécessité de couper dans les budgets. Dans l'immédiat, il y a de l'argent dans les caisses de l'Etat pour absorber les faibles déficits actuels. À plus long terme, tout le monde a compris que le déséquilibre budgétaire annoncé était dû au fait que le Conseil d'Etat axe toute sa politique sur les baisses fiscales et ajuste ensuite l'organisation des services publics et parapublics à l'argent qui reste. Enfin, personne ne s'est laissé prendre à l'argument du maintien du pouvoir d'achat par la baisse fiscale: la politique du pouvoir d'achat passe par l'augmentation des salaires réels, en particulier pour les salarié-es les plus mal payé-es, soit exactement le contraire de baisses fiscales qui profite aux plus aisé-es et dont les conséquences sur les services publics et parapublics touchent tout le monde, sauf celles et ceux qui peuvent se payer des services privatisés.

La manifestation de ce soir s'est terminée par l'adoption d'une résolution comprenant les revendications suivantes:

- L'annulation de toutes les mesures d'économies déjà prises
- L'annulation des mesures prévues dans le budget 2026 et le rétablissement des budgets précédents, indexés aux véritables besoins des services publics et parapublics.
- La tenue des engagements pris envers les salarié-es et, en particulier, le maintien du financement des mesures déjà décidées mais brutalement remises en cause par l'entrée en vigueur du « plan d'assainissement »
- Ceci comprend bien entendu la suppression de toutes les mesures salariales prises à l'encontre des employé-es du public et du parapublic. À l'issue de la manifestation, une résolution a été adoptée par acclamation: elle appelle l'ensemble des salarié-es concerné-es par ces coupes budgétaires et salariales à organiser la suite de la mobilisation et, surtout, à préparer la grève, qui sera nécessaire pour faire reculer le Conseil d'Etat. Dans ce sens, les

FSF

ssp  vaud

Sud

organisations du personnel ont d'ores et déjà saisi l'Organe de conciliation afin de rendre la grève licite pour le personnel de l'Etat. Des actions analogues sont en cours dans les autres secteurs, notamment dans le parapublic

Une Assemblée générale des employé-es des services public et parapublic est convoquée jeudi 30 octobre à 18h à la salle du Cazard à Lausanne, pour organiser la suite de la lutte contre ce programme : actions, mobilisations et grèves.

Contacts :

Pour la FSF : Céline Misiego

Pour le SSP : Cora Antonioli

Pour SUD : Françoise-Emmanuelle Nicolet